



Le 9 juin 2017

Madame, Monsieur,

**Objet : Négociations de l'ALÉNA**

USTR-2017-0006, Requests for Comments: Negotiating Objectives Regarding Modernization of North American Free Trade Agreement with Canada and Mexico (demande de commentaires : négociations des objectifs de la modernisation de l'Accord de libre-échange nord-américain avec le Canada et le Mexique)

Au nom de l'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes (ACDFL), j'ai le plaisir de vous remettre les commentaires suivants à l'intention du Bureau du représentant américain au commerce au sujet de la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Nous sommes reconnaissants d'avoir une telle occasion de fournir des commentaires au sujet de cette importante question qui touche la majorité de nos membres des deux côtés de la frontière.

Pour un peu de contexte, l'ACDFL représente 840 membres au Canada et ailleurs dans le monde, y compris 260 membres aux États-Unis. Nos membres sont des entreprises qui font partie des différents maillons de la chaîne d'approvisionnement des fruits et légumes frais, de la ferme à l'assiette. Même si notre siège social se trouve au Canada et si nous travaillons avec nos membres pour faire croître leurs affaires et défendre leurs intérêts auprès du gouvernement canadien, près du tiers de nos membres sont des sociétés américaines.

Il s'agit là d'une preuve de l'intégration du secteur des fruits et légumes frais à l'échelle du continent : les affaires de plusieurs sociétés se déroulent effectivement dans chacun des trois pays de l'ALÉNA. Un projet de recherche de l'Economic Research Service (ERS) et du département de l'Agriculture des États-Unis souligne notamment que le niveau d'intégration du secteur canadien et américain est passé de moyen pré-1989 à élevé aujourd'hui. Tant le secteur que les consommateurs reconnaissent qu'une excellente relation commerciale appuyée à la fois par une réglementation progressiste et par l'harmonisation des normes profiterait à tout le monde.

De plus, le secteur américain des fruits et légumes frais jouit à l'heure actuelle d'un excédent commercial de 2 milliards de dollars avec le Canada étant donné le caractère saisonnier de certains fruits et légumes et la demande à longueur d'année des consommateurs canadiens, demande qui ne peut être comblée à l'échelle locale en raison du climat du pays. Selon le même rapport de l'ERS, les exportations américaines de fruits et légumes au Canada ont augmenté de plus de 300 % depuis la mise en œuvre de l'ALÉNA, passant de 1,9 milliard de dollars US en 1993 à 5,8 milliards de dollars US en 2013. À ce titre, l'ALÉNA a fait connaître au secteur américain un grand succès économique.

Pour ce qui est de l'impact sur le travail en commerce agricole avec le Canada, l'emploi aux États-Unis profite grandement du commerce nord-américain dans le cadre de l'entente en vigueur. Selon un rapport récent du centre des études nord-américaines de l'Université Texas A&M, plus de 273 000 emplois sont touchés par les exportations agricoles des États-Unis au Canada, et plus de 509 000 par les exportations agricoles américaines vers tous les pays de l'ALÉNA.

Cela dit, l'ACDFL est d'avis qu'il est encore possible de l'améliorer et donc que ces négociations donneront l'occasion de rendre encore meilleure une entente déjà très bonne. Un rapport daté de février 2017 du Congressional

Research Service souligne certains points qui pourraient être améliorés, y compris les suivants : les procédures d'automatisation des douanes, la création d'un guichet unique à un point d'entrée pour les importateurs et les exportateurs, ainsi que des procédures douanières spéciales pour les envois express. L'ACDFL appuie également une approche commerciale axée sur le périmètre dans le but de rétrécir la frontière et de s'assurer que les envois peuvent la traverser aussi facilement que possible, étant donné le caractère périssable des marchandises.

De plus, l'ACDFL est en faveur d'une harmonisation accrue des exigences sanitaires et phytosanitaires (SPS) et veille à ce que le commerce des pays de l'ALÉNA repose entre autres sur des données scientifiques solides. Le Congressional Research Service donne également quelques exemples d'améliorations possibles des mesures SPS, par exemple la promotion d'« activités réglementaires transparentes et fondées sur la science, y compris l'utilisation d'analyses des risques en vue d'améliorer les fondements scientifiques de la réglementation SPS, les notifications aux importateurs et aux exportateurs en cas de retenue d'un envoi pour des questions SPS [et] un mécanisme de consultation pour la résolution rapide de telles situations. » L'ACDFL est d'avis que la mise en œuvre de ces recommandations améliorerait de façon importante le commerce entre les pays de l'ALÉNA et profiterait donc tant aux entreprises qu'aux consommateurs des trois pays.

Pour conclure, l'ALÉNA a donné un fier coup de main au secteur des fruits et légumes frais et un nouvel accord renégocié pourrait améliorer encore davantage le commerce à l'échelle du continent. À ce titre, et au nom de nos membres nord-américains caractérisés par une forte intégration, nous encourageons le gouvernement américain à ne pas nuire à l'ALÉNA et, surtout, à en rester membre. Nous avons bon espoir que les gouvernements du Canada, des États-Unis et du Mexique parviendront à conclure une entente qui profitera à l'Amérique du Nord pendant les générations à venir. Je vous remercie d'avoir pris le temps de lire et de prendre en considération nos commentaires.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.



Ron Lemaire,  
Président  
Association canadienne de la distribution de fruits et légumes